



entre innocence & malice

**LA JUSTICE DES MINEURS
PRESENTÉE ET COMMENTÉE
PAR UN JUGE DES ENFANTS**

Alain Bruel

ancien président du tribunal pour enfants de Paris



SOMMAIRE

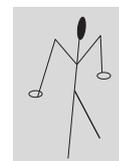
AVANT-PROPOS	
FIN DE LA JUSTICE DES MINEURS ?	13
<i>par Philippe Chaillou</i>	
INTRODUCTION	17
PREMIER CHAPITRE	
MARGINALITE ET JUSTICE	
<i>Préambule</i>	
<i>L'étude des pratiques sociales : des faits aux opinions</i>	21
<i>De qui et de quoi s'agit-il ?</i>	22
<i>Délinquance et inadaptation</i>	22
<i>Mineurs en danger et mineurs délinquants</i>	23
<i>Marginalité et normalité</i>	24
<i>La détermination de la normalité et de la marginalité</i>	25
<i>Le rôle du Droit</i>	25
<i>Difficultés inhérentes à une connaissance objective de la marginalité</i>	26
<i>La situation particulière des mineurs et sa prise en compte par la justice</i>	28
<i>La nécessité d'une approche spécifique : le privilège de juridiction</i>	28
<i>Le principe fonctionnel de spécialisation du juge</i>	29
<i>De l'application du droit à la clinique judiciaire</i>	30
<i>Juridiction sociale et juridiction sur le Sujet</i>	32
<i>La position d'interprète de la loi</i>	32
<i>La référence à l'écrit</i>	
<i>Le pouvoir d'interprétation donné au juge</i>	
<i>Le contenu de l'interprétation</i>	
<i>Articulation de la Loi juridique et de la Loi symbolique</i>	33
<i>La mise en forme juridique de la décision du juge</i>	34
<i>La mise en œuvre éducative de la décision judiciaire</i>	35
<i>L'art de juger dans la juridiction des mineurs</i>	35
<i>Environnement et composantes</i>	36
<i>Les limites de l'acte de juger</i>	36
DEUXIEME CHAPITRE	
L'EVOLUTION DU STATUT DE L'ENFANT	
(ANALYSE SEDIMENTAIRE)	
<i>De la patria potestas à l'autorité parentale</i>	39
<i>L'antiquité romaine et le statut d'objet</i>	39
<i>Du Moyen Age à la Renaissance : Dressage ou jardinage ?</i>	40
<i>L'Ancien Régime et l'émergence du souci éducatif</i>	40
<i>1791-1800 : La fracture révolutionnaire</i>	42

<i>1800-1830 : L'époque napoléonienne et la restauration de la puissance paternelle</i>	44
<i>1830-1850 : La mise en cause de la puissance paternelle</i>	44
<i>La limitation législative des abus de la Puissance Paternelle</i>	45
<i>1900-1958 : La Puissance Paternelle sous surveillance</i>	47
<i>1958-1970 : Le triomphe de l'assistance éducative</i>	48
<i>1970-1990 : L'autorité parentale et les droits de la famille</i>	49
<i>L'époque moderne</i>	51
<i>La décennie 1990 et l'avènement des droits de l'enfant</i>	51
La Convention des Nations Unies	
<i>Genèse de la convention</i>	
<i>Contenu de la convention</i>	
<i>L'application de la Convention en France</i>	
La convention européenne relative à l'exercice des droits de l'enfant	
<i>Le début du millénaire et le renouveau de la question parentale</i>	54

TROISIEME CHAPITRE

L'AUTORITE PARENTALE ET SES ETAYAGES SOCIAUX

<i>la Protection naturelle : L'autorité parentale</i>	57
<i>Principes généraux et composantes de l'autorité parentale</i>	57
La notion de garde	
La Surveillance	
<i>Le droit d'interdire ou d'autoriser les relations de l'enfant avec les tiers, qu'il s'agisse de contacts épistolaires, de visites au domicile ou de fréquentations à l'extérieur.</i>	
<i>Le droit de protéger la santé, la sécurité du mineur</i>	
<i>La protection des droits attachés à la personnalité</i>	
L'éducation	
Les droits patrimoniaux	
<i>L'attribution de l'autorité parentale</i>	59
Quand les parents sont mariés	
En cas d'adoption plénière par un couple	
Dans la famille naturelle	
Extinction de l'autorité parentale	
<i>Suppléances et substitutions</i>	61
La délégation d'autorité parentale	
La déclaration d'abandon	
Le retrait total ou partiel de l'autorité parentale	
La Tutelle	
L'étrange protection des mineurs étrangers isolés	
<i>Les étayages sociaux de l'autorité parentale</i>	65
<i>La protection de la santé</i>	66
La surveillance sanitaire	
Les mineurs handicapés	
<i>La protection de la scolarité</i>	67



<i>La protection sociale</i>	68
Protection des mineurs	
Protection sociale des jeunes majeurs	
<i>Les droits des usagers</i>	70
<i>Le Défenseur des enfants</i>	71

QUATRIEME CHAPITRE

LE CONTROLE TEMPORAIRE DE L'AUTORITE PARENTALE

<i>L'assistance éducative</i>	73
<i>Généralités</i>	73
<i>Conditions requises</i>	74
<i>La saisine</i>	76
<i>Le déroulement de la procédure</i>	77
Les convocations et notifications	
Les mesures d'investigation	
les mesures provisoires	
La préparation de l'audience	
l'audience	
Le jugement au fond	
Les voies de recours	
<i>L'autorité parentale à l'épreuve de l'assistance éducative</i>	84
<i>Les échecs de l'assistance éducative</i>	87
<i>Les frontières de la protection administrative et de l'assistance éducative</i>	88
<i>Le partenariat avec l'aide sociale à l'enfance</i>	88
<i>Le partenariat avec l'éducation nationale</i>	90
<i>Le partenariat avec le monde médical</i>	91

CINQUIEME CHAPITRE

LES AUTRES FORMES DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DES MINEURS

<i>La Tutelle aux prestations sociales</i>	93
<i>Historique</i>	93
<i>La procédure</i>	94
<i>Fonctionnement de la mesure</i>	95
<i>Dérives de la tutelle aux prestations sociales</i>	95
<i>Un projet de réforme</i>	96
<i>La protection pénale des mineurs</i>	97
<i>Les grandes orientations du nouveau code pénal en matière de mauvais traitements</i>	97
<i>Les innovations introduites par la loi du 17 juin 1998</i>	98

<i>Les dispositions ultérieures</i>	99
-------------------------------------	----

La loi n° 2000-515 du 15 juin 2000
relative à la présomption d'innocence
La loi du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale
La loi du 9 septembre 2002
dite d'orientation et de programmation pour la justice
La loi du 2 janvier 2004
La loi n° 2004-204 du 9 mars 2004

La protection judiciaire des jeunes majeurs	101
--	------------

<i>Historique</i>	101
-------------------	-----

<i>Procédure</i>	102
------------------	-----

<i>Problématique d'application</i>	103
------------------------------------	-----

SIXIEME CHAPITRE

REACTIONS A LA DELINQUANCE JUVENILE (ANALYSE SEDIMENTAIRE)

Les réponses anciennes	105
-------------------------------	------------

<i>L'Antiquité romaine et l'atténuation des peines</i>	105
--	-----

<i>Le Droit médiéval : Irresponsabilité ou atténuation ?</i>	105
--	-----

<i>L'Ancien Régime - L'arbitraire dans l'imposition des peines</i>	106
--	-----

<i>La Révolution et l'ère napoléonienne : Apparition de la question de discernement</i>	106
---	-----

<i>La Restauration et la monarchie de juillet : sortir les enfants des prisons</i>	107
--	-----

<i>La deuxième moitié du 19^e siècle et le régime des colonies</i>	108
--	-----

<i>Le début du 20^e siècle et l'apparition de la Liberté Surveillée</i>	109
---	-----

<i>1920-1945 : La fermeture des bagnes d'enfants</i>	110
--	-----

L'ordonnance du 2 février 1945 et la période ultérieure	111
--	------------

<i>L'ordonnance du 2 février 1945 et l'alternative éducative</i>	111
--	-----

<i>La fin de la décennie 1945-1950 : Naissance de l'Education Surveillée</i>	111
--	-----

<i>La décennie 1950-1960 : La mise en conformité de l'ordonnance</i>	112
--	-----

<i>La décennie 1960-1970 : La délinquance, conduite initiatique à l'adolescence ?</i>	113
---	-----

<i>La décennie 1970-1980 : la dénonciation structuraliste du contrôle social</i>	114
--	-----

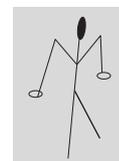
Sur le plan législatif
Sur le plan des idées
Sur le plan administratif

<i>La décennie 1980-1990 : L'irruption de la criminologie de l'acte</i>	115
---	-----

Sur le plan législatif
Sur le plan des idées
Sur le plan administratif

<i>La décennie 1990-2000 : réponse en temps réel et application de la tolérance zéro</i>	117
--	-----

L'activité législative
Sur le plan des idées
Sur le plan administratif
Sur le terrain



<i>Le début du troisième millénaire et la dénaturation de la juridiction des mineurs</i>	119
L'année 2001	
A partir de 2002	

SEPTIEME CHAPITRE

CONNAISSANCE DE LA DELINQUANCE DES MINEURS

<i>Connaissance statistique</i>	123
<i>Les aléas de la détection</i>	123
<i>Le fonctionnement du filtre policier</i>	123
<i>Les déformations tenant au traitement judiciaire de la délinquance</i>	124
<i>Un phénomène en transformation permanente</i>	125
<i>Phénoménologie de la délinquance des mineurs</i>	125
<i>Caractères généraux</i>	125
<i>Nature et fréquence des manifestations délinquantes</i>	126
<i>Une ou des délinquances</i>	127
<i>Etiologie de la délinquance des mineurs</i>	128
<i>Les facteurs biologiques</i>	128
<i>Les facteurs psychologiques</i>	129
<i>Les facteurs sociologiques</i>	132
<i>Les facteurs anthropologiques</i>	136

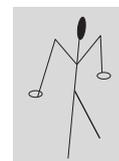
HUITIEME CHAPITRE

LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE DES MINEURS

<i>La prévention primaire</i>	139
<i>La prévention secondaire</i>	140
<i>La prévention spécialisée</i>	140
<i>Le tournant décisif de 1982</i>	141
<i>Le Ministère de la ville</i>	142
<i>Les limites de la politique de la ville</i>	145
<i>La prévention tertiaire</i>	146
<i>Les ambiguïtés de la politique judiciaire</i>	146
Proximité	
Réponse en temps réel	
Engagement dans le partenariat	
Les conséquences de la judiciarisation	
<i>Le rôle propre de la justice des mineurs</i>	149
La comparution en justice	
Des améliorations nécessaires	
<i>En amont de l'intervention judiciaire</i>	
<i>En aval de l'intervention judiciaire</i>	
Une défense authentiquement spécialisée	

NEUVIEME CHAPITRE L'OUTIL LEGISLATIF AU PENAL

Généralités	155
Principes fondamentaux	155
<i>Le privilège de juridiction</i>	155
<i>Le régime spécifique réservé aux mineurs</i>	157
La primauté de la réponse éducative	
Une pénologie particulière	
Un casier judiciaire aménagé	
Etude chronologique du processus pénal	162
<i>Les contrôles d'identité</i>	162
<i>La garde à vue</i>	162
<i>La mise en mouvement de l'action publique</i>	164
L'exercice des poursuites	
Les procédures accélérées	
<i>La phase de l'instruction</i>	166
La mise en examen	
Le placement sous contrôle judiciaire	
La détention provisoire	
<i>Conditions</i>	
<i>Procédure</i>	
Les mesures d'investigation	
Les mesures provisoires	
Le renvoi devant la juridiction de jugement	
Convocations et citations	
L'audience et ses suites	175
<i>La chambre du conseil</i>	175
<i>Le tribunal pour enfants</i>	175
<i>Le tribunal de police</i>	178
<i>La cour d'assises des mineurs</i>	179
<i>Dispositions communes</i>	180
L'exécution provisoire prévue par l'article 22 de l'ordonnance	
L'action civile	
La responsabilité civile des parents	
Frais d'entretien et versement des allocations familiales	
<i>Voies de recours</i>	182
L'opposition	
L'appel	
Le pourvoi en cassation	
<i>Suivi des mesures éducatives et des sanctions</i>	183
Les instances modificatives	
Suivi des sanctions	



DIXIEME CHAPITRE L'INTERVENTION EDUCATIVE

<i>La relation éducative et ses exigences</i>	187
<i>L'ambiguïté de la commande sociale</i>	187
<i>La recherche du sens</i>	187
<i>La pratique éducative</i>	188
<i>Le savoir éducatif</i>	189
<i>De l'écrit au rapport : le dossier en question</i>	190
<i>La présence éducative auprès du tribunal pour enfants</i>	193
<i>Les tâches d'accueil, de suivi et de contrôle</i>	193
<i>L'aide à la décision</i>	194
<i>Une possibilité de collaboration rapprochée</i>	194
<i>L'équipement éducatif et la question des centres fermés</i>	195
<i>La dialectique du judiciaire et de l'éducatif</i>	197
<i>Les principes</i>	198
<i>Les difficultés d'application</i>	199
<i>La potion magique de l'administration centrale</i>	201

ONZIEME CHAPITRE LES TEXTES INTERNATIONAUX

<i>Les textes des Nations Unies</i>	205
<i>Les Règles de Beijing</i>	205
<i>La Convention de New York sur les droits de l'enfant</i>	206
<i>Les principes directeurs de Riyad pour la prévention de la délinquance juvénile</i>	207
<i>Les Règles minima de La Havane sur la protection des mineurs privés de liberté</i>	208
<i>Les textes européens</i>	208
<i>La recommandation R (87) 20 sur les réactions sociales à la délinquance juvénile</i>	209
<i>La recommandation R (88) 6 sur les réactions sociales au comportement délinquant des jeunes issus de familles migrantes</i>	210
<i>La recommandation REC (2003) 20 sur les nouveaux modes de traitement de la délinquance juvénile et le rôle de la justice des mineurs</i>	212
<i>La Convention européenne des droits de l'homme</i>	213

DOUZIEME CHAPITRE	
LES PERSPECTIVES D'AVENIR	
<i>L'intermédiation culturelle, un outil à développer</i>	215
<i>Universalisme et culturalisme</i>	215
<i>Une expérience au tribunal pour enfants de Paris</i>	216
La réparation éducative : un concept à clarifier	218
<i>Une naissance difficile</i>	218
<i>Un texte critiquable</i>	220
Le traitement pénitentiaire : sortir de l'impasse	224
<i>Les dangers de l'incarcération</i>	224
<i>La ville dont le condamné est un enfant</i>	225
La spécialisation, une nécessité vitale pour la juridiction des mineurs	227
CONCLUSION	231
VIE DE L'ASSOCIATION	237
LES OUVRAGES DEJA PARUS	238
BULLETIN D'ADHESION	239